

ICANN72 | Réunion générale annuelle virtuelle – Réunion conjointe : Conseil d'administration de l'ICANN et CPH
Jeudi 28 octobre 2021 – 10h30 à 12h00 PDT

[Bien. Puisque c'est l'heure, je vais demander à mon collègue de commencer la séance.]

AARON JIMENEZ : Cette séance va bientôt commencer. Veuillez lancer l'enregistrement.

Bonjour, je suis avant Aaron Jimenez. Bienvenue à cette séance conjointe avec le Conseil de l'ICANN et la Chambre des parties contractantes.

Cette séance sera enregistrée. Le service d'interprétation simultanée sera disponible en arabe, chinois, français, russe, espagnol et anglais. Cliquez sur l'icône d'interprétation sur Zoom et sélectionnez la langue dans laquelle vous souhaitez écouter la séance.

Pour les panélistes, donnez votre nom et la langue dans laquelle vous allez parler si vous ne parlez pas l'anglais. Si vous souhaitez parler, vous pouvez lever la main et choisir la langue dans le menu d'interprétation. Parlez clairement pour les interprètes.

Cette discussion aura lieu entre le Conseil de l'ICANN et CPH, et, par conséquent, nous ne prendrons pas de questions du public. Cependant, tous les participants peuvent faire des commentaires dans le chat.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Veillez utiliser le menu déroulant du chat et sélectionner répondre à tous les panélistes et participants. Cela permettra à tout le monde de voir votre commentaire. Veillez noter que nous avons un service de transcription en temps réel, et vous pouvez cliquer sur le lien *Closed Captions*, dans la barre d'outils de Zoom.

Je donne la parole à Maarten Botterman.

MAARTEN BOTTERMAN : Merci. Bonjour à tous. Bienvenue à cette réunion avec la Chambre des parties contractantes.

Je me souviens de ces réunions. En tout cas, je dirais qu'au niveau du modèle de parties prenantes, nous apprécions d'avoir la possibilité de mettre en place cette conversation franche et directe avec la communauté pour parler de l'ICANN sur les questions qui nous intéressent.

Bien. Maintenant, j'attends cet échange avec impatience. J'apprécie toujours la possibilité que nous avons de savoir comment fonctionnent les choses, comment vont les choses. Et c'est Becky Burr qui va modérer cette séance. Par conséquent, je lui donne la parole.

BECKY BURR : Merci. Bonjour à tous. Donc, il s'agit aujourd'hui de la dernière réunion des unités constitutives avec le Conseil d'administration. Après trois journées de travail et trois semaines mêmes de réunions de l'ICANN.

Je vous remercie d'être ici avec nous. J'espère que vous avez eu une bonne réunion de l'ICANN 72. Bien sûr, tout le monde préférerait être en personne à Seattle, mais c'est comme ça.

Nous allons maintenant passer directement aux échanges.

Nous avons une question qui a été posée par le Conseil, et une question qui a été posée par la Chambre des parties contractantes. Donc, nous allons commencer par la question du CPH. Et je donnerai la parole à Ashley ou à la personne qui va présenter ce point particulier.

SAM DEMETRIOU :

Merci Becky. Sam Demetriou au micro. Bonjour. Je suis la présidente de ce groupe. Merci de prendre le temps de vous réunir avec nous, de continuer cette tradition.

Donna Austin va faire la présentation de ce thème, et je lui donne par conséquent la parole.

DONNA AUSTIN :

Merci. C'est un plaisir d'être ici parmi vous.

Donc, nous avons ici un thème, qui est la priorisation, qui est dans l'esprit du CPH depuis longtemps. Nous avons eu des conversations avec Xavier, avec les bureaux d'enregistrement, concernant la priorisation. Et je dirais que j'apprécie beaucoup Xavier et Becky Burr, qui prennent le temps d'avoir cette conversation avec la communauté, et d'aborder les défis et d'essayer de comprendre la façon dont on

pourrait essayer de prioriser le travail à faire, voir ce qui a été fait. Et je pense-- je dirais que cette conversation est tout à fait positive et une des choses qui a été abordée avec le groupe des parties prenantes des opérateurs de registres lorsque nous avons commencé à travailler avec Xavier Becky,-- je dirais que c'est assez nouveau d'ailleurs.

On a beaucoup parlé des volontaires, de la fatigue, de la lassitude des volontaires, dans le passé. La communauté des volontaires fait beaucoup de travail. Et plus récemment, la communauté a mis en place une série de recommandations à travers l'équipe de révision, à travers une série de processus d'élaboration de politiques qui ont été présentés tout en même temps.

Et cette conversation avec Xavier-- Becky nous a montré que nous pouvons attendre beaucoup de choses des volontaires, mais nous commençons à entendre un petit peu plus dire que les volontaires se sentent un peu découragés, parce que tout est très long. Le travail auquel ils ont consacré des heures et des années, parfois, pour qu'il soit présenté au Conseil, des fois, ce travail est très lent. Et la suite de ce travail est très lente. Et les attentes de la communauté concernant, par exemple, le PDP. Que ce PDP soit approuvé par le conseil de la GNSO puis qu'il arrive au Conseil d'administration, et selon le statut constitutif, il doit être réglé par le Conseil entend raisonnable. Et je pense que l'équipe qui fait la révision des statuts constitutifs a déclaré que cela devait être fait en six mois. Cela figure dans les statuts constitutifs.

Donc, je pense qu'il y a une certaine attente pour que les choses soient faites plus rapidement . Les statuts le disent. Et donc, au maximum, cela pourrait prendre un an. Il y a vraiment des préoccupations. Nous avons eu des discussions au niveau interne concernant la fatigue, la fatigue des volontaires, leur découragement face à cette lenteur. Et ils ont constaté qu'après avoir passé très longtemps à travailler sur certains thèmes, le Conseil d'administration prend aussi très longtemps à régler les choses.

Donc, je pense que nous reconnaissons-- d'abord, nous voudrions participer à la discussion. Nous voudrions offrir notre aide, essayer de comprendre comment on pourrait être plus utile, puisqu'il y a beaucoup de travail qui a été fait dans le passé.

Les révisions qui vont donner lieu à des recommandations-- les PDP donnent lieu à des recommandations qui doivent être mises en œuvre. Donc, maintenant, nous avons souhaité faire un effort au niveau de la GNSO pour continuer à travailler, pour voir comment on pourrait améliorer ce processus du PDP, le processus d'élaboration de politiques.

Donc, maintenant, comme il y a beaucoup de recommandations, il semble que ces recommandations ont été donc présentées au Conseil et que, maintenant, le Conseil doit faire un très gros travail. C'est une question de crédibilité, de légitimité de l'ICANN. Et je dirais qu'au niveau interne, c'est important autant qu'au niveau externe.

Donc, en tant que communauté, on a souvent été découragé quand on voit le temps que prennent ces PDP à être réglés par le Conseil. On a un goulet d'étranglement ici, à ce niveau-là. Et la communauté est fatiguée de cela. Donc, c'est un peu décourageant pour la communauté.

Donc, une question que je voudrais poser au Conseil, c'est, dans ce contexte, est-ce que le Conseil a des recommandations à faire en temps raisonnable ? Nous comprenons tous les enjeux, tous les défis liés aux recommandations qui sont présentées. Nous comprenons que tout cela est difficile à mettre en œuvre, bien sûr. Mais nous voudrions savoir comment le conseil peut répondre à ses obligations, les obligations qui figurent dans les statuts constitutifs d'ailleurs, et essayer de travailler de manière plus rapide. Voilà. C'est ça, la question. Merci Becky.

BECKY BURR :

Merci. C'est un thème qui a été beaucoup abordé par les unités constitutives cette semaine. Et nous comprenons que c'est important des deux côtés.

Je voudrais maintenant demander à Matthew de commencer à donner la réponse du Conseil d'administration. Mais Avri Doria aussi. Nous avons regardé, il y a peu, le statut des recommandations de révision. Et je crois que cette information concernant l'état dans lequel on se trouve serait intéressante. Est-ce que vous pourriez partager cette information ?

Donc Matthew, d'abord, et Avri ensuite.

MATTHEW SHEARS :

Merci. Merci Donna.

Je dirais que ce n'est pas une surprise pour nous. La communauté, le Conseil, tout le monde affronte une série de défis, environnement dans lequel nous devons travailler, vu la complexité et la quantité de travail que nous avons. Donc, nous entendons cette plainte de la part de la communauté. Nous avons un grand retard dans notre travail au niveau du Conseil aussi. C'est certain. Et les choses n'avancent pas aussi rapidement qu'elle devrait avancer. La mise en œuvre non plus. Par conséquent, nous comprenons bien la frustration de la communauté, particulièrement vu le temps consacré par les volontaires pour mettre en place ces recommandations.

Et donc, ce que nous essayons de voir, c'est comment est-ce que nous pouvons améliorer la quantité de transparence de ce que nous faisons. Comment est-ce que l'on peut donner davantage d'informations, comment présenter les actions qui sont mises en œuvre concernant ces recommandations? Nous comprenons. Nous reconnaissons. Nous sommes conscients du travail qui a été réalisé par les volontaires. Et nous voulons vraiment avancer et prendre des mesures au niveau collectif concernant la priorisation, par exemple, le cadre de priorisation. Mais il y a beaucoup de travail à réaliser pour le Conseil.

Donc, on en reparlera un petit peu, mais nous avons des groupes de caucus qui s'occupent des révisions. Et ces groupes de caucus travaillent aussi au niveau du SSAD. Donc, ce type de choses avance, je

dirais, mais il y a une perception en même temps qu'on fait beaucoup de travail, mais que ça ne va pas assez vite.

Donc, je dirais que cela ne modifie pas le besoin d'être plus transparent au niveau de notre travail et d'avancer un petit peu plus.

Je laisserai mes collègues en parler, mais je comprends que nous devons fournir davantage de travail et de transparence. Et la communauté nous le réclame. Donc c'était le premier commentaire que je voulais faire.

BECK Y BURR :

Est-ce que vous pouvez, Avri Doria, s'il vous plait, nous parler un petit peu de notre situation actuelle concernant les recommandations ?

AVRI DORIA :

Oui. Bien sûr. Je n'ai pas fait de test pour mon micro. J'espère que vous m'entendez bien.

Alors, si l'on reprend les chiffres recueillis par nous, l'organisation de l'ICANN, nous nous considérons comme responsables poursuivre les révisions et les progrès de la mise en œuvre. Donc, le nombre total de recommandations soumises au Conseil pour sa considération du CCT, RDS, ATRT3, SSR2 et WS2 était de 241. Le nombre total présenté au Conseil.

L'autre, le nombre total qui a été rejeté était de [80]. Et le nombre total qui est en attente, donc, on a un total qui a été adopté, et le reste, on

travaille dessus. Donc, vous voyez qu'il y a beaucoup de choses qui sont encore au niveau de la mise en œuvre déjà. Et ces chiffres le montrent.

Pour les décisions qui sont encore en suspens, et c'est ce qui inquiète le plus la communauté, le personnel travaille pour identifier les problèmes, essayer de voir ce qui doit être fait, comment commencer un processus de façon que le Conseil puisse prendre une décision finale. Le Conseil a travaillé avec l'équipe de mise en œuvre, surtout dans le domaine de la SSR2. Et tout cela va donc être pris en compte.

La dernière chose que je voulais vous dire, je pense que c'est ce que vous vouliez, Becky. Pour le WS2, on l'a retiré parce que l'on se demandait pourquoi on allait travailler pour la priorisation, et la communauté doit avoir son mot à dire dans ce domaine de la priorisation. Notamment, parce qu'il s'agissait de l'ATRT3, et donc les recommandations concernant l'ATRT3, et la communauté soutient ces recommandations de l'ATRT3 selon les opinions et les commentaires recueillis.

Et puis le WS2, eh bien, on travaille dessus. C'est une priorité du Conseil, pour cette année et pour l'année prochaine en termes de terminer cette partie du travail le plus tôt possible.

Et l'autre chose que l'on a retirée de la queue aussi a été l'ensemble des recommandations de l'ATRT3. Et c'est cela qu'il nous faut prioriser. Voilà. Merci.

BECKY BURR : Oui, je ne vois pas. Je ne sais pas. Il y a Donna qui veut prendre la parole.

DONNA AUSTIN :

Merci, Avri, pour ces statistiques. Ces inquiétudes que nous avons à propos de ces statistiques, c'est qu'il ne s'agit là que des chiffres, et non de la substance du contenu des textes quand les choses vont être mises en œuvre, et à savoir quelles sont les ressources qui sont engagées dans ce sens, si cela prend beaucoup de temps à être mis en œuvre. Dans ce cas-là, quelles sont les actions que nous allons mettre en œuvre.

Donc, il y a, comme vous le savez, beaucoup de recommandations. Et ce que nous ne savons pas, c'est combien de temps cela prendra pour mettre en œuvre tout cela et quels sont les défis que nous allons rencontrer dans ce sens ?

Et Matthew, je voulais aussi relever quelque chose que vous avez mentionné d'une perspective pratique. Nous avons des soucis avec la priorisation. Vous l'avez dit. Est-ce qu'il s'agit là de la responsabilité de la communauté de participer à ces priorisations, puisque certaines de ces thématiques sont sur la table depuis presque trois ans ? Je ne sais pas comment la communauté respectivement peut prioriser tel ou tel thème, et je ne sais pas s'il s'agit de problèmes de gérance, de ressources. Et je pense que ça revient sur cette question de la redevabilité, de la responsabilité, disons. Qui, donc, est responsable pour tout cela, et qui est redevable pour que ces choses soient faites dans des délais adéquats ?

BECKY BURR :

Avant de passer la parole à Sam et à Goran, je voulais dire que, l'une des choses qui ont été faites, c'est que l'organisation a réorganisé pour pouvoir créer un département de planification pour donc faire face à ces questions spécifiquement.

Je pense que lorsqu'il s'agit de ces 241 recommandations, il faut savoir que c'est un chiffre qui n'a jamais été aussi élevé par le passé. Donc, je pense que, particulièrement si l'on commence avec le CCT, nous savons que, là, il y avait un problème. Nous n'allons jamais pouvoir passer à travers toutes ces recommandations. Il y a des fois des chevauchements, des conflits.

Donc, en termes de responsabilité, l'organisation a donc créé ce département de planification pour pouvoir mettre cette priorisation en place. Et le conseil supervise ses activités. Je ne vous dis pas que tout le monde devra être satisfait des progrès, mais je voulais souligner tout de même que c'est une chose, donc un problème, dont le Conseil d'administration est conscient. Et nous avons très bien que cela prend beaucoup trop de temps.

Sam, vous voulez prendre la parole ?

SAM DEMETRIOU :

J'apprécie ces informations, Becky, sur la façon dont l'organisation a essayé de faire face à ces recommandations, à ces révisions de recommandations.

Nous avons eu beaucoup de recommandations, de conversations, dans le passé. Ce groupe et d'autres ont eu des conversations là-dessus. C'est un problème systémique, pas seulement entre l'organisation et le Conseil, mais avec la communauté.

Nous voyons maintenant qu'il y a une meilleure direction qui a été prise dans ce sens. Chaque nouvelle équipe de révision, chaque nouvelle équipe comprend ce qui se passe et est plus focalisée. Les actions, par exemple, du Conseil sur les recommandations SSR2-- on a vu. On a vu qu'il y avait des avancements qui ont été faits au niveau de ces recommandations précises. Donc, il y a eu des états positifs qui ont été mis en œuvre aussi pour l'ATR3.

Et je voulais aussi poser une question. J'apprécie les statistiques à partager Avri, mais en termes de données et de chiffres. Mais il faut aussi prendre cette occasion et parler des recommandations PDP.

C'est vraiment un élément-clé, car nous sommes intéressés sur ces recommandations. Il y a encore quelques recommandations qui sont encore en attente. Il y a, par exemple, le RPM, l'équipe du RPM, de révision du RPM, qui a été approuvé par le conseil cette année, mais qui n'a pas été mis en œuvre par le Conseil.

Donc, il faut vraiment penser à tout ce travail qui est en retard. Merci.

GORAN MARBY :

Je voudrais donc que cette discussion soit positive. Pas que cela s'agisse seulement de plaintes. Nous avons discuté avec vous depuis un

an et demi, et nous en sommes arrivés ici. Il y a toujours un effet secondaire lorsqu'il s'agit de recommandations PDP. On en a parlé.

J'ai essayé, moi aussi, de me préparer autant que possible. Le Conseil s'est réorganisé, et l'on a discuté. Mais c'est difficile. C'est un modèle multipartite ascendant, et il y a donc beaucoup de points à régler sur l'ordre du jour, sur notre ordre du jour.

Il y a donc une discussion sur la priorisation. Par exemple, la SSR2. Ce n'est pas en conflit que nous avons ici. Mais il y a différentes parties de la communauté qui ont des points de vue différents. Nous devons faire mieux dans beaucoup de domaines. Oui, vous avez mentionné les recommandations. Oui, nous avons un nombre de recommandations énormes. Et donc il est difficile pour le Conseil d'administration de délibérer sur toutes ces recommandations individuellement. Le Conseil doit discuter de chaque recommandation individuellement, et cela prend un temps énorme. Et je suis d'accord avec vous. Il y a des recommandations qui sont à l'encontre des statuts constitutifs, qui ont un effet sur les politiques. Mais nous devons tout de même en parler. Nous devons tout de même y faire face. Donc, je pense que c'est quelque chose, et [inaudible] l'ai déjà dit, nous avons vu des recommandations sur les politiques sur lesquelles nous avons beaucoup dialogué, aussi avec la GNSO. Car ce sont des thèmes nouveaux, innovateurs. Mais souvent, il y a un manque d'information sur les approches avec lesquelles on pourrait les mettre en œuvre. Cela prend donc du temps.

Bien sûr, nous voulons être transparents dans nos conversations. Mais nous ne pensons pas que vraiment il s'agit du Conseil d'administration

qui doit prendre sa décision. Forcément, nous devons trouver un moyen plus précoce de faire les choses.

Par exemple, quand on regarde le SSAD qui nous montre qu'il y a vraiment l'importance de mettre en place une ODP. Il y a une couche supplémentaire sur tout ce que l'on fait.

Donc, dans le cas du SSAD, nous avons eu d'ailleurs un webinaire sur le sujet. Et je suis perdu. Il y a tellement de réunions à l'ICANN en ce moment. Il faut donc discuter du fait que c'est très compliqué de mettre en œuvre les politiques. Et il est bon d'avoir cette conversation avant que les recommandations arrivent au Conseil d'administration.

Vous avez vu le cadre dans lequel nous faisons les choses. Vous avez vu toutes les discussions qui ont eu lieu sur le sujet. Vous nous critiquez, et vous avez le droit de le faire, car le Conseil d'administration a agi et a dit à l'organisation qu'on ne pouvait pas faire les choses comme on les faisait auparavant. On doit maintenant être plus transparent. Nous devons avoir plus d'informations avant de prendre des décisions. Nous voulons nous assurer que le conseil de la GNSO, dans ce rôle, puisse avoir des réponses à leurs questions.

Je pense que le PDP a fait un bon travail, et je pense qu'au niveau opérationnel ça s'est bien passé. Vous savez que, maintenant, il reste encore des problèmes, comme la collision des noms, pour avoir de bons résultats. Et c'est dur de dire autre chose.

Pendant bien des années, vous avez toujours dit pourquoi y a-t-il autant de personnes. Et vous avez dit pourquoi vous avez autant de personnes.

Pourquoi vous embauchez tant de personnes? Regardez, faites attention aux finances. Et donc, ce n'est pas facile de trouver du personnel. Moi, je suis quand même très heureux de ce que fait mon équipe et de ce que fait le Conseil. Mais bien sûr qu'il y a plein de choses qu'on pourrait améliorer.

Matthew en a parlé. Oui, on doit être plus transparent, partager plus d'informations. Mais sachez aussi qu'être plus transparents et produire plus de rapports, cela prendra du temps. Mais j'écoute vos commentaires et vos recommandations. Je sais que nous devons nous améliorer. Le cadre de la révision, la mise en œuvre des révisions a aussi à voir avec la communauté.

Et beaucoup de ces décisions appartiennent à la communauté.

Alors, je pense que c'est une discussion qui est quand même positive. On a toujours eu des doutes que sont positives. Mais on doit aussi discuter des entrants et des sortants. Et donc, si vous pensez que le Conseil d'administration doit prendre plus de décisions, alors il faut que l'on discute des statuts constitutifs. Alors, si vous voulez qu'on ait telle ou telle chose après, donc il faut mettre la priorité sur telle ou telle chose. Nous avons soutenu plus de 4000 appels. Nous avons préparé-- le Conseil d'administration s'est préparé à faire face à des tonnes de recommandations.

Donc, nous devons collaborer. Je ne voudrais pas qu'il y ait quelque chose de négatif qui sorte de cela. Il faut qu'on collabore.

BECKY BURR : Merci, Goran.

MAARTEN BOTTERMAN : Merci d'avoir soulevé ce problème. C'est une question qui concerne la communauté. Il faut que les voix soient entendues. Donc j'apprécie. Mais bien sûr, pour renforcer ce qui a été dit auparavant, et Sam en a parlé aussi, il s'agit de parler de la manière de faire les choses mieux, d'une meilleure manière, tous ensemble.

Ah oui, on dit toujours première chose passe avant. La première chose qui arrive passe avant. Non. Ça ne fonctionne pas comme ça.

C'est pour cela que nous sommes engagés dans ce système de priorisation. Il faut qu'on trouve des moyens de se mettre en accord sur les recommandations. Et il faut aussi-- les retirer de la liste, c'est autre chose. Peut-être devons-nous nous améliorer dans ce sens.

Bien sûr, il est important de s'impliquer, comme on le fait maintenant. Et il faut qu'on soit organisé pour servir notre rôle et être de bons facilitateurs.

Bien sûr, au Conseil d'administration, nous suivons tous ces éléments, toutes ces thématiques. Et le Conseil a plusieurs d'heures Zoom que l'on aurait eues si on s'était vu en présentiel durant les deux dernières années. Mais on ne veut pas passer à un modèle descendant. Nous ne croyons pas que ça devrait être comme ça, parce que, encore une fois, c'est un modèle multipartite ascendant.

Donc, aussi, comme on l'a suggéré tout à l'heure, nous avons ce que nous avons. Mais dans l'avenir, nous devons nous améliorer et rajouter quelque chose à ce modèle. Et bien sûr avancer sur le RPM spécifiquement.

Oui. C'est en préparation dans nos progrès SubPro. Peut-être pourrions-nous parler un peu de cela maintenant.

AVRI DORIA :

Oui merci.

Et même si le caucus est tout à fait au courant du fait qu'ils ont un champ d'application plus large, je dirais que cette question des nouveaux gTLD est quelque chose qui les intéresse beaucoup. Et le caucus des procédures ultérieures est en train de préparer une recommandation, une motion pour le Conseil, de façon à ce qu'ils puissent prendre une décision. Et je pense qu'on est un petit peu, oui, en retard, entre l'ODP, le début de l'ODP-- donc je crois qu'il y a une portion qui est un peu restée en arrière. Mais en tout cas, je peux m'en occuper.

Et je dirais que maintenant nous avons notre première présentation. Nous allons continuer à avancer pour le présenter à nouveau au Conseil dès que possible et continuer à partir de là. Donc, je crois que c'est plus ou moins là que nous en sommes.

BECKY BURR : Ashley, allez-y.

ASHLEY HEINEMAN: Oui. Bonjour à tous. Ashley Heineman au micro, donc le groupe des parties prenantes.

Je vais revenir un petit peu en arrière. Nous n'utilisons jamais de ce type, comme blâmer, la faute. Et donc c'est une conversation qui existe depuis longtemps, qui a abordé une série de problèmes. Nous voudrions que cela soit vraiment une conversation qui permet à tout le monde de participer. Essayons de laisser de côté tout cela, la question de la faute aussi. Essayons d'avancer.

Notre préoccupation principale aujourd'hui est le retard. Donc on voudrait avancer, ne pas avoir cette situation dans laquelle le Conseil doit passer à cette priorisation. C'est notre principale préoccupation. Est-ce qu'il y aurait un moyen de réfléchir et de parler de la façon dont on pourrait vous aider ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour vous aider ? Est-ce qu'il y a des choses que l'on pourrait faire ? Parce que, personnellement, je m'inquiète.

Je suis très très inquiète. Et je suis inquiète concernant la façon dont ce modèle va pouvoir être appliqué dans le futur. Comment est-ce qu'on va appliquer le NIS2 ? Comment est-ce que d'autres gouvernements vont peut-être essayer de résoudre le problème à leur façon ? Je crois que c'est un problème grave. Nous devons essayer de trouver une manière d'avancer. Et je crois que cette conversation est très importante. Nous devons tous y participer ici.

Et on se demande tous comment faire. Eh bien, essayons de trouver une manière de le faire.

Je suis aussi inquiète à propos d'autres choses qui existent à l'extérieur de l'ICANN. Comment est-ce que l'on gère tout cela aussi ? Puis, passer à une autre série, ça va être difficile. Donc, je pense que nous devons essayer de faire de gros efforts pour avancer. Ça va changer les choses. Nous devons aligner toutes les questions.

En tout cas, merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Voyons un petit peu comment on peut faire cette priorisation d'un côté, et voir où est-ce que nous en sommes maintenant. Voilà. Donc si quelqu'un a des idées, a des propositions sur comment est-ce qu'on peut travailler avec vous, comment est-ce que le Conseil nous donner des priorités, ou appliquer ses propres priorités. Voilà. J'en ai terminé. Merci.

BECKY BURR :

Goran, est-ce que vous voulez prendre la parole ?

GORAN MARBY :

Non. Mais j'en profite pour vous dire, Ashley, que je ne voudrais pas donner une connotation négative à cette conversation. Je voulais juste dire que nous ne devons pas créer une discussion négative. Des fois c'est difficile. Des fois on se polarise un petit peu en écoutant certaines choses d'une certaine manière. Donc, Ashley, j'ai un commentaire qui n'était pas négatif. Alors, je pense que vous, Ashley, vous n'êtes jamais négative. Et j'aime bien ça, justement. Ça me plait.

BECKY BURR :

Ashley, je crois que vous avez abordé une question importante concernant la clarification de certains points, essayer de régler certains problèmes pour commencer à avancer sur l'EPDP, la phase 1, les recommandations 12 et 16, ce qui nous permettrait de débroussailler un petit peu le terrain.

En ce qui concerne—

Je voudrais vous poser cette question. À votre avis, quel est le rôle du Conseil pour pousser la communauté ? Nous avons une ODP en cours de réalisation, au niveau du SSAD. On entend-- il y a eu une recommandation qui nous a été présentée, au conseil de la GNSO. Je crois que le Conseil d'administration comprend que cela, ça signifie que nous avons de bonnes raisons politiques de dire que cela ne peut pas continuer à avancer, qu'il faut avancer plus rapidement et en même temps, nous avons une grande partie de la communauté qui nous dit que ou bien cela va être trop cher à utiliser, ou bien cela ne va pas fournir les résultats attendus.

Par conséquent, il y a une question importante que je voudrais vous poser. Puisqu'on a pensé qu'une ODP était nécessaire, parce qu'on voulait vraiment comprendre ce qui pouvait être fait, ce que ça allait nous coûter, donc on a demandé au Conseil de prendre cette décision. Alors, la question est : est-ce qu'on pourrait faire une petite pause et se demander à ce qu'on a bien fait ça, est-ce qu'on a bien compris ça, est-ce que c'est vraiment ce que nous voulons, est-ce que nous voulons

avancer sur cette voie où est-ce que nous voulons faire une pause. C'est un petit peu provoquant ce que je vous dis, mais je pense que nous devons trouver un moyen de résoudre cette conversation concernant la priorisation.

C'est un petit peu ce que disait Donna. Qui devrait dire cela ?

Nous ne pensons pas que le Conseil d'administration ait le pouvoir et la capacité de faire cet appel. Mais nous voulons que cette conversation ait lieu au niveau de la communauté.

Donna allez-y, vous avez la parole.

DONNA AUSTIN :

Oui, je crois que c'est une très bonne question. Et je pense que c'est une perspective tout à fait personnelle, votre perspective.

Donc, l'ICANN. Les processus de l'ICANN ne sont pas complémentaires, ce qui des fois provoque des tensions.

Il n'y a pas vraiment un système clair de trouver une solution et une réponse aux questions que vous posez. Je dirais que la communauté-- parce que nous avons une bonne relation avec le Conseil, mais une relation d'affrontement quand même.

Et lorsque l'on parle de ce système ascendant multipartite, de ce modèle de consensus, je dirais que cela fonctionne. Par moments, cela fonctionnait.

Et nous avons eu déjà cette conversation avec la GNSO à plusieurs reprises, mais je dirais que maintenant il y a beaucoup de frictions dans la communauté. Il y a des personnes qui sont en train de s'éloigner de l'ICANN, qui pense qu'on est sorti, qu'on s'éloigne de ce modèle qu'on avait à l'origine. Donc je pense que ça va demander beaucoup de courage de la part de la communauté et du Conseil d'administration pour repenser ce que nous faisons, repenser à ce qui est vraiment important dans nos activités, dans nos actions. Et le fait que la communauté est en train de perdre sa confiance, sa foi envers ce modèle est important.

Cela fait que nous perdons notre légitimité aussi. Notre crédibilité.

Il y a une meilleure conversation qu'on devrait avoir avec la communauté. Peut-être que le Conseil d'administration peut faciliter ça ici. Est-ce que l'on peut faire face à ce modèle ? Ou est-ce que on va continuer à utiliser ce modèle lorsque cela nous arrange ? C'est une discussion qui doit prendre place au sein de la communauté.

Et je pense qu'il y a eu un effort et une tentative de faite. Et je pense que c'est une conversation courageuse que doit entreprendre la communauté.

BECKY BURR :

Same, et je pense que nous avons Kurt aussi.

SAM DEMETRIOU : Merci Becky. J'y crois en ce modèle. Et je pense que la raison pour laquelle nous sommes tous ici, que nous continuons à venir, c'est parce que nous y croyons.

Donna a mentionné un bon point. La durabilité continue de ce modèle doit continuer. Nous devons continuer sur cette discussion. Je ne suis pas toujours d'accord que les frictions, les désagréments ou les-- sont mauvais pour ce modèle. Ça rend les choses légitimement. Bien sûr, même dans les gouvernements, les gens ne sont pas toujours d'accord. Au sein des gouvernements, on n'est pas toujours d'accord. Donc, je ne sais pas de quoi je parlais—

Ce que Becky a dit. Je viens de me souvenir. Oui, excusez-moi. J'avais perdu le fil des choses.

Becky, vous avez parlé du rôle du Conseil et du comment nous pourrions entreprendre des conversations alors que les choses des rails un petit peu, et que l'on fasse cela un petit peu plus tôt. Donc, c'est une bonne question. Comment est-ce que le modèle multipartite va continuer à bien fonctionner, ça rentre dans ce sujet. Il y a des séquences. Il y a un groupe qui travaille sur quelque chose, un autre groupe qui travaille sur autre chose. Donc cela n'est peut-être pas la bonne chose, la bonne manière d'approcher les choses, lorsque les thématiques sont si complexes.

Il y a des choses qui doivent être faites par tous. Alors, quand on a dit aujourd'hui qu'un engagement précoce serait logique, moi, je ne pense pas que c'est la seule réponse pour tout. Mais nous avons des liaisons

pour les PDP et puis pour les équipes de révisions, je pense. Et nous avons un mécanisme que nous pouvons utiliser, que peut-être nous pourrions améliorer, peut-être augmenter certaines responsabilités. Et il faut bien comprendre que le Conseil d'administration n'est pas là pour influencer les résultats.

Est-ce qu'il y a des manières pour que le Conseil d'administration ou que ses membres soulèvent des inquiétudes peut-être aussi ? Donc, je ne dis pas qu'il faut diriger les résultats, mais ce serait bon à savoir si la chose sur laquelle vous avez tant travaillé va voir le jour. Donc je voudrais suggérer que ce sera peut-être une manière de faire les choses qu'on pourrait explorer.

BECKY BURR :

Oui. C'est un bon point. Le Conseil d'administration a travaillé sur le rôle approprié de la liaison au Conseil d'administration, en gardant à l'esprit bien sûr que ce rôle n'est pas là pour influencer, mais pour être utile. Et Sarah amenait la charge là-dessus. Je pense qu'il serait bon peut-être d'observer cela, savoir si nous faisons les choses de la bonne manière.

Je pense que quelquefois il ne s'agit pas seulement de détaillement, si l'on peut dire. Je dirais, en connexion avec la conversation sur le SSAD par exemple, peut-être n'avons-nous pas fait une pause assez longue, une fois que la transition est passée de l'UAM au SSAD, pour nous assurer que tout le monde dans la communauté comprenait que lorsqu'une détermination, une décision du lancement devait rester avec

les parties contractantes, qu'en seraient les conséquences de sa décision. C'était une analyse de ce qui était possible par rapport à la loi.

Donc est-ce que le SSAD pouvait être livré avec tout le reste ? Attendez. En rétrospective, je pense qu'on aurait peut-être dû avoir une conversation claire à ce moment-là pour nous assurer que tout le monde dans la communauté avait bien compris quelles étaient les décisions, ou du moins les implications de cette décision étaient. Donc, ça nous aurait peut-être économisé un peu de peine et de confusion. Bon. Mais c'est mon opinion personnelle.

À vous, Maarten.

MAARTEN BOTTERMAN : Oui, c'est un bon point. Je vous remercie de soulever cela et de parler aussi du rapport des liaisons. En fait, nous avons parlé des rapports. Et ce rapport, c'est une façon de rendre les choses plus transparentes. Et c'est comme ça que nous voulons travailler. C'est comme ça que nous voulons échanger entre membres du Conseil d'administration et avec la communauté.

Et nous sommes très heureux de recevoir tous les commentaires, toutes les informations. Il serait bon d'améliorer ce rôle de liaison pour faire du meilleur travail.

Et aussi j'apprécie beaucoup qu'il y a une amélioration claire dans le sens de la discussion réciproque entre le Conseil d'administration et la communauté. Je sais-- je vois aussi de plus en plus d'implication au sein

de la communauté à une étape au début des discussions. Et peut-être il y a aussi des conversations avec les SO et AC durant le processus de construire donc une meilleure liaison. Ce serait peut-être une bonne manière d'aiguiser la conversation. Et lorsque les choses arrivent au Conseil d'administration, là, on a besoin de repousser ou de renvoyer. Donc, ce serait peut-être une bonne manière de faire les choses dans l'avenir.

Je pense qu'ATRT nous a donné de bonnes lignes de [guidance] si vous voulez. Et je suis impatient de pouvoir mettre cela en œuvre.

Et quand il s'agit de l'évolution de l'engagement avec les autres parties prenantes, pour moi, c'est une opinion personnelle, mais, si on continue à se retrouver face à face, on aurait pu faire des progrès plus rapidement. Parce qu'on apprend les uns des autres. À savoir, comment les choses fonctionnent au mieux. Mais malheureusement, ce n'était pas le cas. Il y a eu une dépriorisation parce que les gens passent beaucoup de temps sur Zoom pour leurs affaires déjà. Alors pourquoi voudrait-il passer plus de temps sur Zoom pour cela. Et il y a des raisons pour cela. Mais ça prend déjà beaucoup d'implication. Ça, c'est une autre partie du problème.

BECKY BURR : Kurt, je pense que vous pouvez parler maintenant.

KURT PRITZ : Merci Becky. Je suis désolé. Je vous ne pouvez pas me voir.

Je voulais vous poser une question plus spécifiquement. Je pense que Sam a déjà répondu d'ailleurs. Alors, il faut que le Conseil d'administration s'insère plus, surtout quand il s'agit du SSAD.

Au niveau de la perspective du Conseil, nous avons dit, nous approuvons le SSAD, mais nous savons qu'il y a là des problèmes complexes, l'équipe, le Conseil ne savent pas exactement ce qui se passe au niveau de l'analyse des couts. Donc le conseil a dit au Conseil d'administration, est-ce que vous pouvez faire une analyse de cout avant de l'approuver. Et à l'époque, je pense que chaque itération de l'ODP qui en est revenue, les membres du Conseil ont dit, bon il s'agit d'une analyse de couts et bénéfices.

Pour le SSAD,--

Et le Conseil [inaudible]-- donc je pense que la communauté aimerait avoir une approbation de cette analyse de couts et bénéfices. Donc pour les SubPro, donc, on avait dit oui. Et on attendait à ce que le Board, le Conseil d'administration revienne vers la communauté. Et comment est-ce que le Conseil d'administration pourrait s'impliquer ? Pourquoi est-ce que les négociations et RDS prennent autant de temps ? On a dit ça déjà il y a un an ? Pourquoi cela prend-il tellement de temps ? Pourquoi est-ce que le PDP, les recommandations du PDP phase 1 sont encore en négociation, même après deux ans ? On aurait pensé que le travail aurait été fait. Donc voilà ce genre de discussion de mise en œuvre, ça semble continuer et apporte beaucoup de frustration. Et ça serait peut-être un moment où le Conseil d'administration pourrait nous dire pourquoi ça prend autant de temps.

BECKY BURR : Y a-t-il quelqu'un d'autre qui veut prendre la parole ? Je vois que Goran est prêt. Goran est prêt. Oui.

GORAN MARBY : Bonjour. Merci. Merci. Bon. On a parlé beaucoup de recommandations. On en a entendu parler beaucoup de parties de la communauté. Mais il y a d'autres. D'ailleurs, avec ce groupe, on doit dire lorsqu'une équipe de révision est mise en place pour ce genre de révision, donc, ils devraient mettre et faire rapport des rapports de documents-- des documents-cadres pour les OC et les AC. Et vous êtes souvent en désaccord vis-à-vis. Et vous nous dites-- et vous nous dites il s'agit que nous sortons du cadre. Ils sont hors cadre. Donc il faut avoir un [inaudible]. Et il nous faudrait raccourcir le processus. Par exemple, lorsqu'il y a des questions sur la SSR2, nous savons vraiment que cela appartient à la communauté. Je pense qu'on en parle en ce moment au sein du GAC pour simplifier certains des processus. Ce serait très bien. Je pense que des processus bien définis rendent les choses plus rapides.

Si vous vous rappelez le [inaudible], le projet [inaudible]. Lorsque nous sommes passés à travers tous les processus liés aux PDP, nous avons trouvé beaucoup de complexité dans la façon dont c'était mis en place. Donc nous devons le faire ensemble. Nous devons collaborer. Et je pense que tout le monde doit collaborer.

Les projets commençaient-- attendez. Nous avons des projets ; le projet de Brian Cote, c'est très important. Je suis d'accord. Nous sommes tous

d'accord. Il faut prioriser. Mais nous essayons d'établir cette priorisation que nous devons faire ensemble. Nous avons tellement de choses sur la table. Tellement de choses à faire.

Ce qu'il faut faire, c'est que le Conseil d'administration se trouve dans une position où on puisse prendre des décisions pas forcément en [accordance] avec le processus ascendant.

BECKY BURR :

Y a-t-il d'autres commentaires ? Je n'en vois pas d'autre main levée.

Je pense qu'il s'agit là d'une thématique très importante dont on va continuer à parler, mais aussi nous espérons agir très rapidement.

Quelqu'un a mentionné tout à l'heure-- James a mentionné-

James a suggéré, pardon, que nous devrions peut-être faire une pause et ne pas nous engager dans de nouveaux travaux et de continuer de travailler sur ce qui est déjà sur notre agenda. Donc il faut définir un cadre, le cadre de ce qui est inclus dans ce qu'on appelle la priorisation. Donc je voudrais dire cela, car cela devrait faire partie de la conversation aussi.

Est-ce que l'on a terminé avec ce sujet ? Attendez. Donna.

DONNA AUSTIN :

Excusez-moi. Becky, je voudrais-- j'ai une suggestion.

INTERPRÈTE : [Attendez. L'interprète n'a pas entendu Donna.]

BECKY BARR : Oui, je pense que cela est sur l'agenda, mais cela fait partie de la conversation avec l'équipe de Xavier, etc. Avri, vous voulez prendre la parole ?

AVRI DORIA : Oui. Vous voulez dire la suggestion d'avoir l'approbation des recommandations de la révision ? Oui, c'est ça. Donc si vous faites ça, oui. En fait, nous en arrivons à un point maintenant où nous avons les recommandations de la révision. Il y a donc une attente d'approbation. Et encore une fois, nous devons faire face au fait que le groupe des parties prenantes et en accord, mais en sachant quels sont les problèmes qui sont inclus, à quoi doit-on faire face. Mais bon, bien sûr, c'est [enclen] à la discrétion, la vérification, les commentaires, les points de clarification sur les commentaires, etc.

Donc, avec la piste de travail 2, ce serait plus facile de dire oui, tout le monde a été impliqué. Il pourrait peut-être y avoir des facteurs différents dont on pourrait parler, mais en général on sait que les SO et les AC ont accepté. Donc on doit aller de l'avant.

Avec les autres, on reçoit telle ou telle chose, et quoi. Est-ce que tout le monde les accepte ? On sait que toutes les personnes qui ont fait partie de la révision ont accepté, avec la bénédiction de tous les membres de nos groupes particuliers. Mais est-ce que le produit qui en résulte, est-

ce que c'est un produit qui va être accepté par les parties prenantes ?
Donc on doit faire passer encore du temps à faire une détermination en se basant sur les preuves qu'on reçoit en deux semaines. Merci.

BECKY BURR :

Je crois que John a posé une question concernant les procédures ultérieures. Est-ce que vous pensez qu'il faut aborder les questions qui sont donc les questions liées aux travaux qui n'ont pas été terminés. Et Jeff met l'accent sur la mise en œuvre des politiques existantes.

Oui. Je dirais que nous avons ici une série de points qui ne sont pas très clairs, qui changent en permanence. Ce n'est pas exactement comme si on avait vu des choses qui surgissaient qui étaient liées à l'EPDP, qui impliquait une série de politiques et qu'il y avait une certaine complexité là. Non, ce n'est pas le cas. Donc, est-ce que vous voulez qu'on passe aux questions du Conseil, Brian ?

Quand est-ce que le Conseil va reprendre le PPSAI ?

Je pense que ce travail était en attente, parce qu'il y avait plusieurs problèmes qui étaient en cours de résolution concernant le SSAD. Et je pense qu'il y a un travail qui est en cours de réalisation pour reprendre, pour entamer à nouveau cette question. Mais je crois que c'est lié à l'ODP aussi.

Bien. Nous allons passer aux discussions du Conseil et aux termes concernant la façon dont ouvrirait identifier efficacement et travailler plus près et plus en collaboration avec le Conseil sur les problèmes

géopolitiques pourraient aider à créer des interactions dans le domaine de la mission de l'ICANN.

Martine, est-ce que vous voulez nous présenter un petit peu cette question ?

MAARTEN BOTTERMAN : Oui. Donc, ces domaines affectent notre capacité de remplir notre mission. C'est une question de globalisation de notre écosystème. Alors, qui obtient quoi. Et Goran a parlé de cela. Vous avez vu dans son rapport.

On en a parlé aussi au niveau de la sensibilisation. Le fait que le GAC soit formé de plus de 150 gouvernements qui participent, qui sont intéressés, parce qu'il y a des pressions qui existent et nous devons essayer de tirer le meilleur profit de notre travail.

Bien sûr, cela va dans l'intérêt de notre légitimité et de la mission que l'ICANN a la responsabilité d'accomplir.

Alors, comment pensez-vous que nous pourrions mettre cela en place, dans quelle mesure, est-ce que vous pouvez nous aider ? Voilà la question.

ASHLEY HEINEMAN : Merci. Merci beaucoup. Bien. Donc je suis la présidente du Groupe des parties prenantes des bureaux d'enregistrement.

Alors, je pense qu'on a fait un bon travail. Je voudrais le dire. Elena a fait un bon travail au niveau des législations qui vont sortir, des législations préliminaires, ou du projet de législation. Elle a présenté plusieurs webinaires qui étaient très utiles. Donc je dirais qu'en général, Elena est toujours à notre disposition et qu'elle fournit des informations intéressantes. Voilà. Ça, ça serait pour la région européenne.

Il y a beaucoup de choses qui ont lieu dans le monde entier. Je crois qu'il est important de donner au GAC un rôle à jouer, de l'autonomiser, de lui permettre de jouer un rôle dans le processus de l'ICANN. Parce que c'est très utile. Parce que, finalement, il y a beaucoup de ministres qui travaillent dans le domaine des noms de domaine. Et très souvent, les gouvernements veulent participer à tout cela. Donc, les maintenir au courant avec le reste de la communauté bien sûr aussi, c'est à mon avis quelque chose d'important. On veut tous que ce dialogue au niveau des ministères ait lieu. Donc, je crois que c'est une question très importante. Et puis, cela nous permet d'éduquer aussi ces personnes.

Maintenant, donc, cette mission d'éducation est très importante. Et nous avons une série de questions à vous poser de façon à ce que vous compreniez mieux ce que nous essayons d'accomplir et que nous puissions échanger un petit peu et connaître votre opinion.

Alors, la question- prenez-les telles qu'elles sont.

Première question. Pourquoi est-ce que cela est une priorité? Ou qu'est-ce qui sont les priorités actuelles? Je peux comprendre que ça

sera surement les législations, mais est-ce que vous pouvez nous donner un peu plus de précision à ce propos ?

L'ICANN. Ou est-ce que l'ICANN voit des problèmes, des brèches, des lacunes dans votre capacité à participer ? Est-ce que vous voyez des problèmes dans ces domaines ? Qu'est-ce que vous voyez des résultats attendus pour votre participation ?

Voilà. Ce serait nos questions. Merci.

BECKY BURR :

Merci. Merci beaucoup Ashley. Alors, je dirais que je vais approfondir un petit peu plus, et je crois que nous allons approfondir ensemble, voir comment nous répondons à ces questions qui sont de très bonne question. Et je crois que Goran a beaucoup à dire ici aussi.

Une des choses auxquelles nous devons réfléchir en tout cas, c'est que récemment nous avons vu ce qui semblait être des réponses des législateurs à une certaine insatisfaction de la façon dont le processus d'élaboration de politiques fonctionnait, et notamment la phase 2A de l'EPDP. Et donc, je pense que c'est un point important. C'est un point auquel nous devons nous intéresser.

Lorsque la tendance devient nationale ou régionale concernant l'application des législations, comment est-ce que nous pouvons mieux interagir avec les gouvernements pour nous assurer que cela ne deviendra pas un problème et cela ne va pas avoir un impact négatif sur

notre capacité à élaborer des politiques dans les forums appropriés. Voilà.

Je vais donner la parole à Goran, et ensuite à Matthew.

GORAN MARBY :

Oui. Vous savez, j'imagine que vous avez lu le rapport du PDG. J'y ai travaillé toute la semaine.

Donc nous faisons beaucoup de travail, lorsqu'il s'agit des législations, des législateurs, de travailler avec les gouvernements du monde entier. On a de la chance parce que nous travaillons avec le GAC, qui est très actif dans la communauté.

Les gouvernements nous répondent. Nous devons avoir une conversation avec eux. Donc je suis en train d'essayer de trouver quelque chose de nouveau à vous dire. Toutes les interactions que nous avons avec le gouvernement sont liées à la charte que nous avons. Et nous parlons du point de vue technique.

Et quel est notre objectif ? Mon objectif, notre objectif dépend du modèle multipartite et de la possibilité à l'ICANN de prendre des décisions. Et à la communauté de l'ICANN. Et les propositions législatives peuvent avoir un impact. Le RGPD aussi peut avoir un impact là-dessus. Donc je vous remercie pour ce que vous avez dit sur Elena et sur le reste de notre équipe. Vous voyez que nous ne nous focalisons pas seulement sur les législations européennes. Il y en a

d'autres aussi qui nous intéressent. Nous essayons de suivre tout cela de près.

Je crois qu'il y a une question en Chine, aux Pays-Bas, en reçu auxquels nous sommes intéressés aussi. Donc beaucoup de choses se passent dans ce domaine. Mais ce qu'il faut accepter, ici, c'est que les gouvernements du monde entier, parce que l'Internet a prouvé que c'était une partie importante de la société du monde entier, et donc les fonctionnaires élus du monde entier regardent les avantages et les inconvénients de l'Internet. Donc je ne dis pas qu'ils aient tort dans ce sens-là, mais il y a quelque chose qui est clair. C'est que, des fois, les gouvernements ne savent pas très bien comment fonctionne l'Internet. Ils comprennent l'impact que cela peut avoir au niveau politique et comprennent les plateformes qui existent, mais pas plus que ça.

Donc je pense que nous devons mettre l'accent là-dessus pour avoir une meilleure discussion avec la communauté de l'ICANN sur ces points-là, et c'est pour cela que nous avons proposé que pour chaque réunion de l'ICANN il y ait une séance de 90 minutes sur laquelle on pourrait parler des problèmes géographiques, de ce qui se passe au niveau des nations, de l'Union européenne, des Nations Unies, de l'ONU, et des plateformes qui existent dans certains pays et qui font que certains gouvernements veulent prendre des décisions sur les opérateurs de code géographique, sur les RIR. Et donc, je crois que c'est très important au niveau de l'ICANN de participer à cette conversation. C'est important.

Donc, je pense que ça fait déjà cinq ans que l'on travaillait là-dessus. Pendant le COVID, vous avez vu comme moi que la polarisation a eu lieu

concernant cette discussion dans le monde entier. Donc je constate qu'il y a une menace croissante concernant le modèle multipartite. Nous devons communiquer mieux les uns avec les autres. Nous devons travailler avec les volontaires du monde entier dans tous les pays. C'est comme ça que nous devenons forts. Et donc nous devons coordonner, travailler ensemble et respecter le fait que chaque partie de la communauté de l'ICANN va avoir son avis, et on ne peut pas être tous d'accord concernant la protection de la vie privée, le rôle des forces de l'ordre, etc. Mais cette conversation doit avoir lieu.

Et vous voyez que le Conseil, quand je veux qu'il y ait une meilleure coordination, une meilleure gouvernance, le Conseil, aussi, demande davantage de transparence. Et tout cela figure dans le rapport du PDG. Le rapport du PDG de 65 pages.

MATTHEW SHEARS :

Merci. Oui, ce sont de très bonnes questions. L'équipe de Goran fait du très bon travail, il faut le dire, nous informe en permanence. Et je dirais que, l'un des défis que nous avons maintenant, c'est la souveraineté, la cybersouveraineté, la souveraineté numérique qui augmente et qui met l'ICANN en première place dans le domaine de l'Internet. Et la préoccupation est liée à cela, liée aux questions de chiffrement ; les mesures peuvent être prises dans le domaine de la cybersécurité au niveau des gouvernements peuvent avoir un impact important sur l'ICANN.

Et donc, nous devons être très très prudents dans ce sens. Nous devons informer ce que les gouvernements et les services de renseignements veulent faire. Cela fait partie du rôle de l'ICANN. Et surtout comme Goran l'a dit, pour les prochaines réunions, cela va être très très important. Merci.

BECKY BURR : Merci beaucoup Matthew.

Est-ce que quelqu'un d'autre a quelque chose à ajouter ? Allez-y Sam.

SAM DEMETRIOU : Je voulais juste vous dire qu'il y avait Beth Bacon qui était dans la queue. Qui demandait la parole.

BETH BACON : Merci. Beth Bacon au micro. J'apprécie beaucoup les questions qui ont été posées, et la réponse qui a été donnée. Mais je voulais dire que j'entends ici ou que je vois ici deux problèmes différents qui sont articulés dans une question et dans la réaction de Goran.

Apparemment, du point de vue-- de votre point de vue, vous voulez davantage de communication au sein de la communauté pour que tout le monde comprenne mieux les problèmes qui existent, pour mieux coordonner. C'est quelque chose dont nous parlons. Bien sûr. Mais je pense que c'est une tâche différente concernant la façon dont l'ICANN peut travailler avec les gouvernements de manière plus efficace.

Donc, je crois qu'ici on a parlé d'Elena, elle fait du très bon travail. Elle parle des problèmes de l'ICANN. Elle forme les gens. Elle communique très bien. Donc c'est très bien. Elle nous a beaucoup. Mais je pense que c'est intéressant de dire que nous devons essayer de comprendre que le GAC a sa propre approche, et que ce n'est pas toujours les législateurs ou les personnes avec lesquelles nous voulons parler qui vont être présents. Donc le GAC, c'est important. C'est une bonne ressource. On peut leur demander qui peut parler avec nous de tel ou tel problème, qui peut nous aider dans tel ou tel problème. Je pense que l'ICANN et le GAC devraient avoir un outil de ressources de discussions plus solides pour fournir des discussions pour que le GAC puisse envoyer leurs collègues à l'ICANN et soutenir le modèle multipartite, et voir, montrer ce qui a été fait, expliquer, nous former. Ne pas dire tout le temps que le GAC n'est peut-être pas exactement informé les personnes adéquates.

Donc il y a des discussions très formelles, qui ont lieu aussi au sein du GAC, mais je pense qu'on peut aussi avoir une discussion plus informelle avec les membres du GAC qui peuvent nous aider. Voilà. Je vous remercie et j'apprécie beaucoup que cette discussion ait lieu.

BECKY BURR : Merci Beth.

GORAN MARBY : Oui. Nous travaillons avec les membres du GAC de façon individuelle. Et nous sommes reconnaissants de leur aide. Lorsque nous nous impliquons avec les gouvernements, nous appliquons le GAC dans ces

discussions. Et souvent, c'est une surprise vis-à-vis de certains gouvernements. Mais nous nous assurons de toujours le faire. Nous faisons des briefings au GAC, en groupe et individuellement. En fait, on a discuté sur cela hier, et ils nous ont demandés-- ils nous ont posé des questions. Surtout—

En fait, je pense-- je ne sais pas si c'était avec vous. Vous nous aviez posé la question. Pourquoi ne pas demander aux membres du GAC de venir et de présenter les législations qui pourraient avoir une influence ou du moins avoir une incidence sur les politiques de l'ICANN ?

Vous savez aussi que chaque pays est souverain en lui-même. Ce qui veut dire qu'il y a des membres élus pour leur gouvernement par leur population. Donc, c'est eux qui prennent les décisions. Donc les interactions entre eux et les gouvernements sur leurs lois locales, c'est déjà compliqué. Je sais très bien-- j'aimerais—

Sur cela, je voudrais complimenter la Communauté européenne qui est venue à la communauté ICANN pour faire une présentation sur le NIS2.

Donc je pense qu'il y a beaucoup d'amélioration que nous pouvons faire bien sûr. C'est pour cela que nous attirons l'attention surtout, de tous, en disant qu'il y a des améliorations à faire. Mais il y a eu beaucoup de choses qui ont été faites par rapport au passé déjà. Même si la plupart du temps je suis d'accord avec vous.

Mais Elena, oui. On doit dire qu'on doit être-- on est béni. On a vraiment une très très bonne équipe. Et nous avons donc cette équipe excellente. Et nous travaillons aussi aux États-Unis, avec Washington, et nous

GORAN MARBY : Je ne débats pas la question. Mais je pense que beaucoup de personnes pensent que cela serait une bonne idée. Mais nous ne sommes pas les décisionnaires. C'est le comité de planification qui prend la décision finale.

BECKY BURR : Y a-t-il d'autres commentaires ? D'autres membres qui veulent prendre la parole ?

Je ne vois aucune main levée. Peut-être que je ne les vois pas. Bon. Je pense que nous en avons terminé avec ce sujet. Devrions-nous revenir vers la priorisation ? Non. Non, ce n'est qu'une blague. Mais nous pourrions. Nous pourrions certainement.

Est-ce qu'il y a d'autres réflexions sur d'autres thématiques que quelqu'un voudrait soulever ?

Il y a eu une conversation-- il y a une conversation assez vivante sur le chat d'ailleurs, et je pense que peut-être pouvons-nous continuer cette conversation en dehors de cette réunion.

Ceci dit, puisqu'il nous reste que huit minutes, eh bien, nous pouvons voulez redonner. Et nous vous remercions vraiment d'avoir participé à cette conversation.

Attendez. Quelqu'un me dit arrêtez. Attendez. Ah d'accord. Bon. En attendant, quand allons-nous revenir au présentiel ? C'est cela que Ashley-- la question que Ashley voulait poser.

Oui. Allez-y Sam. Prenez la parole.

SAM DEMETRIOU :

Puisqu'il nous reste quelques minutes, je voulais parler de cela. Je sais que nous n'avons pas de réponse en ce qui s'agit de réunions présentielles. Mais dans l'avenir, si nous avons ces réunions avec le Conseil d'administration, le CPH, peut-être pourrions-nous le faire en forum normal, et pas en format webinaires. Je pense que nos membres préféreraient cela. Je sais qu'il y a d'autres inquiétudes à traiter, mais je voulais quand même soulever ce point. Nous avons fait du bon travail jusqu'à présent pour essayer de conserver une bonne conversation, mais il serait bien de revenir à l'ancien format. Merci.

BECKY BURR :

Oui. Nous avons entendu votre commentaire. Je pense toujours que nous avons besoin de faire un changement. Mais bon. On n'y est pas encore. Merci à tous donc pour une très bonne discussion, très active.

GORAN MARBY :

Attendez Becky. Je n'ai pas assez parlé. Je voudrais remercier tout le monde pour toutes les personnes qui sont en accord avec nous lorsqu'il s'agit des informations qui étaient rajoutées au système DAAR. Souvent, on se plaint que l'ICANN ne fait pas grand-chose pour

combattre l'utilisation malveillante. Et souvent, il y a des membres qui viennent avec des suggestions sur comment nous pourrions améliorer les choses. Bien sûr qu'il y a des choses que nous pourrions faire de meilleures manières, je ne dis pas cela. Mais cela montre que pour avoir-- pour que la conversation puisse [succéder] à améliorer les choses, donc le contrat que nous avons avec les opérateurs de registre, c'est sur [inaudible] que je voulais vous [complimenter].

Vous méritez ces compliments. Vous prenez ces questions de DNS au sérieux et vous êtes prêtes à vous impliquer dans des conversations pour pouvoir améliorer cela, et peut-être pour une fois où pour la première fois je saurai vraiment vous remercier pour une bonne coopération, une bonne discussion. Et j'espère que vous allez aussi recevoir des accolades des autres communautés de l'ICANN dans ce sens.

Ce n'est pas la fin. Ce n'est pas la solution. Ce n'est pas la solution finale. Mais au moins, c'est un commencement. Merci encore.

BECKY BURR : Sam, vous voulez prendre la parole ?

SAM DEMETRIOU : Je voudrais répondre rapidement à Goran.

Merci pour ces compliments. J'espère que d'autres communautés peuvent essayer d'entreprendre ce genre d'engagement pour travailler sur la malveillance du DNS-- sur les abus malveillants du DNS. Et de

travailler sur les questions de sécurité. Et nous prenons cela vraiment au sérieux. Nous travaillons. Les bureaux d'enregistrement font du bon travail. Ils font des rapports intéressants. Nous avons donc une bonne démonstration du travail qui a été fait et peut-être partagé avec le reste de la communauté. Merci Goran et nous sommes impatients de savoir ce qu'on va faire dans l'avenir. Merci.

BECKY BURR : Merci à tous. Comme je l'ai déjà dit, je vous verrai très bientôt. Merci.

MAARTEN BOTTERMAN : Merci à tous pour une très bonne discussion. Merci, Becky, pour avoir modéré celle-là. Merci à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]